



Quand la concurrence ne marche pas, l'Etat fait marcher la concurrence !

Le 1er juin 2022, 500 cheminot-e-s de SUD-Rail étaient venu-e-s dénoncer les aberrations de l'ouverture à la concurrence à l'occasion du lancement de 4 nouveaux TGV Trenitalia !

L'État et SNCF Réseau subventionnent les nouveaux entrants !

On prend les mêmes et on recommence... Après l'expérience catastrophique de l'ouverture à la concurrence au Fret, l'Etat favorise les entreprises concurrentes de la SNCF. En effet, L'ART a exigé de SNCF Réseau qu'une ristourne sur les péages de 37% la première année, 16% la seconde et 8% la troisième soit offerte à trenitalia. Cet avantage est d'autant plus scandaleux que les péages représentent 40% des coûts d'un TGV, la France ayant les prix des sillons les plus élevés d'Europe (3 fois plus chers qu'en Italie par exemple).

L'État crée un impôt sur les bénéfices que seule SNCF Voyageurs paie !

En 2014, la loi prévoyait que 40% des bénéfices de SNCF Mobilités servent à alimenter un fond de concours pour les travaux sur le réseau ferroviaire. En 2018, ce pourcentage est passé à 60%. Toute la politique du groupe SNCF est d'ailleurs orientée vers l'alimentation de ce fonds de concours.

Pour les cheminot-e-s, cela a des conséquences concrètes :

- Blocage des salaires depuis 8 ans
- Suppression de milliers de postes tous les ans
- Réorganisations axées sur la baisse des coûts plutôt que sur la qualité de service
- Vente du patrimoine de la SNCF, immobilier et filiales

Ce fonds de concours pour financer le réseau n'est alimenté que par SNCF Voyageurs... Pas par ses concurrents. On peut facilement imaginer qu'un impôt sur les bénéfices de 60% calmerait les ardeurs des concurrents les plus motivés. On voit donc combien le système mis en place est profondément inéquitable, dès lors qu'il favorise clairement les entreprises concurrentes de la SNCF. Dans un contexte d'ouverture du marché, ces conditions ne peuvent pas perdurer, au risque d'affaiblir la SNCF au profit des entreprises privées.

Voilà l'arnaque que SUD-Rail ne cessera jamais de dénoncer !

A SUD-Rail, nous n'avons rien contre les salarié-e-s de Trenitalia, ce sont des travailleur-euse-s comme nous. Cependant nous ne sommes pas dupes sur la volonté du gouvernement de casser l'entreprise publique historique au profit d'opérateurs concurrents. C'est d'ailleurs le chemin pris dans le domaine de l'Energie, où EDF est obligée de vendre à ses propres concurrents son énergie nucléaire à fonds perdus, dans le seul but de maintenir artificiellement le marché. Nous prenons aujourd'hui le même chemin : découpage de la SNCF, réduction des conditions sociales des cheminot-e-s, dumping social dans le ferroviaire.

De nombreux pays européen ont pris ce chemin il y a quelques années, certains reviennent en arrière en renationalisant une partie de leur chemin de fer. SUD-Rail ne laissera pas le gouvernement détruire le service public ferroviaire. Il en va de la qualité du service rendu aux usagers comme de nos conditions sociales.

